



## PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Bourgogne – Franche-Comté*

*Unité Départementale de la Côte d'Or*

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 73 DU 21 janvier 2020**

METTANT LA SOCIÉTÉ SCP VÉRONIQUE THIEBAUT  
EN DEMEURE EN DEMEURE DE NOTIFIER  
LA CESSATION D'ACTIVITÉ D'UNE CARRIÈRE

----

**Société SCP Véronique THIEBAUT**

----

Carrière ex-HANSEZ  
Commune de BEAUNOTTE (21510)

----

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ  
PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

#### **VISAS ET CONSIDÉRANTS**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 511-1, R. 516-1 à R. 516-5 et R. 512-39-1 à R. 512-39-4 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 21 février 2002 autorisant la SARL Carrières DEGRAVE à exploiter une carrière à ciel ouvert située à Beaunotte, lieu-dit « Le Grand Verger » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2002 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière visée ci-dessus au profit de la SARL Pierres et Carrières DEGRAVE – PCD ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mars 2004 portant mutation de l'autorisation d'exploiter la carrière visée ci-dessus au profit de la SA HANSEZ et Cie France, dont le siège social est situé 21400 CHAMESSON ;

**Vu** le jugement du 25 mai 2010 du Tribunal de Commerce de Dijon prononçant la liquidation judiciaire de la SA HANSEZ et Cie France ;

**Vu** le courrier et le rapport du 25 janvier 2012 de l'inspection des installations classées transmis au mandataire judiciaire ;

**Vu** les courriers du 18 novembre 2013 et du 19 mai 2016 du mandataire judiciaire ;

**Vu** le courrier du 23 mai 2016 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le courrier du 4 décembre 2019 par lequel le projet d'arrêté de mise en demeure a été notifié à la S.C.P. Véronique THIEBAUT, mandataire judiciaire, dans le cadre de la procédure contradictoire avant décision ;

**Considérant** , en application de l'article L. 641-9 du code de commerce, que « les droits et actions du débiteur concernant son patrimoine sont exercés pendant toute la durée de la liquidation judiciaire par le liquidateur. » ;

**Considérant** que lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit notifier au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci ; que ce délai est porté à six mois dans le cas des carrières ; que ni la société HANSEZ et Cie France, ni la SCP Véronique THIEBAUT, mandataire judiciaire, n'a notifié la cessation d'activité de la carrière dans les conditions fixées par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il ressort du rapport de l'inspection des installations classées du 25 janvier 2012 que les travaux de remise en état prévus par l'article 25.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 février 2002 n'ont pas été réalisés ;

**Considérant** que par courriers du 18 novembre 2013 et du 19 mai 2016, le mandataire judiciaire indique avoir fait procéder à la mise en sécurité du site notamment par la pose de clôtures ; que l'inspection des installations classées précise par courrier du 23 mai 2016 que ces travaux ne répondent que pour partie à l'ensemble des travaux qu'il convient de mener.

**Considérant** qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations en vertu du code de l'environnement, le préfet met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'il détermine ; qu'il convient de mettre en demeure la société SCP Véronique THIEBAUT de notifier la cessation d'activité des installations classées situées à Beaunotte ;

**Considérant** l'absence de réponse de la part de la S.C.P. Véronique THIEBAUT dans le délai prescrit par le courrier du 4 décembre 2019 susvisé ;

**Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;**

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société SCP Véronique THIEBAUT (SIREN : 419 349 030), dont le siège social est situé au 5 rue du Docteur Chaussier à DIJON (21000) est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, de notifier la cessation d'activité de la carrière qui a été exploitée par la société HANSEZ à Beaunotte, dans les conditions fixées par l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

**Article 2 :** Faute pour la société SCP Véronique THIEBAUT de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3 :** La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour la société SCP Véronique THIEBAUT et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté.

**Article 4 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Côte d'Or et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société SCP Véronique THIEBAUT par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- au maire de BEAUNOTTE;
- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Unité départementale de la Côte d'Or).
- à la sous-préfète de l'arrondissement de MONTBARD.

Fait à DIJON, le 21 janvier 2020

LE PRÉFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général,

Original signé  
Christophe MAROT